

## L'ONU s'inquiète pour le Burundi

Radio-Canada, 8 avril 2014 Le Conseil de sécurité de l'ONU a exprimé son inquiétude mardi quant aux « tensions persistantes » au Burundi à l'approche des élections de 2015, a dit la présidente du Conseil, l'ambassadrice du Nigeria, Joy Ogwu. Elle explique que le Conseil a tenu des consultations huis clos pour discuter de la situation au Burundi. Elle relate aussi les propos du secrétaire général adjoint de l'ONU pour les affaires politiques, Jeffrey Feltman. Ce dernier a présenté un portrait de la situation au Conseil en soulignant « les activités violentes des mouvements de jeunesse de partis politiques ».

L'ambassadrice américaine à l'ONU, Samantha Power, a profité de sa visite à Bujumbura, la capitale, pour lancer un appel au respect des libertés politiques et de la Constitution à la population. Cette dernière s'est aussi entretenue avec le président Pierre Nkurunziza sur les « progrès accomplis » au pays, mais aussi sur les « inquiétudes » américaines concernant « la liberté d'expression, la liberté de réunion et la Constitution ». Elle insiste sur le fait que ces valeurs devront être respectées dans le cadre du prochain scrutin. Amendements à la Constitution au cœur des litiges

À la mi-mars, le Parlement a rejeté la réforme controversée proposée par le président qui visait à amender la Constitution. Cette modification aurait remis en cause le partage du pouvoir entre les Hutus et les Tutsis, selon les opposants au projet. Ces modifications impliquaient la levée de la limite de deux mandats par président. Toutefois, M. Nkurunziza voudrait tout de même se représenter en se servant d'un flou d'un article de loi inscrit dans la Constitution du pays, selon le ministre de l'Intérieur du Burundi, Edouard Nduwimana. Le pays connaît une importante crise politique depuis le départ du gouvernement du parti tutsi du pays, l'Uprona. Le gouvernement était alors dominé par le parti hutu du président, le Cndd-FDD. Ces deux partis politiques sont les seuls à ne pas avoir boycotté les élections de 2010. La crise s'est enlisée à la suite d'affrontements d'une importante violence ayant pris place le 8 mars à Bujumbura entre la police et des militants du parti d'opposition, le Mouvement pour la Solidarité et le Développement (MSD). Lors de ces affrontements, 21 militants du parti d'opposition ont été emprisonnés et percutés pour « insurrection armée ». Par ailleurs, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a averti les autorités burundaises en mars dernier qu'ils ne peuvent pas se permettre de manquer l'opportunité de consolider leurs gains démocratiques lors des prochaines élections, relate la Radio des Nations Unies.